



CHAPITRE 48

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux

[Sanctionnée le 17 novembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), modifié par l'article 1 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe a du premier alinéa par le suivant:

«a) «établissement»: un centre local de services communautaires, un centre hospitalier, un centre de réadaptation fonctionnelle, un centre de services sociaux ou un centre d'accueil;»

b) par l'insertion, après le paragraphe h du premier alinéa, du suivant:

«h¹) «centre de réadaptation fonctionnelle»: une installation où l'on reçoit des personnes dont l'autonomie physique est diminuée au point qu'elles doivent recevoir des services intensifs de réadaptation pour une période définie;»

c) par le remplacement du paragraphe j du premier alinéa par le suivant:

«j) «centre d'accueil»: une installation où on offre des services internes, externes ou à domicile pour, le cas échéant, loger, entretenir, garder sous observation, traiter ou permettre la réintégration sociale des personnes dont l'état, en raison de leur âge ou de leurs déficiences physiques, caractérielles, psychosociales ou familiales, est tel qu'elles doivent être soignées, gardées en résidence protégée ou, s'il y a lieu, en cure fermée ou traitées à domicile, y compris une pouponnière ou une garderie d'enfants, mais à l'exception d'une famille d'accueil, d'une colonie de vacances ou

autre installation similaire ainsi que d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres ou adhérents;».

Art. 2

1971, c. 48,
a. 7, mod.

L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 1 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Dossiers
confiden-
tiels.

«**7.** Sont confidentiels les dossiers médicaux des bénéficiaires dans un établissement. Nul ne peut en donner ou recevoir communication écrite ou verbale ou y avoir autrement accès, même aux fins d'une enquête, si ce n'est avec l'autorisation expresse ou implicite du bénéficiaire, ou encore sur l'ordre du tribunal ou dans les autres cas prévus par la loi ou les règlements. Il en est de même des dossiers des bénéficiaires qui reçoivent des services sociaux d'un établissement.»;

b) par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième alinéas par les suivants:

Requête
pour exa-
miner un
dossier.

«Un bénéficiaire à qui l'établissement interdit l'accès à son dossier ou refuse de lui en donner la communication écrite ou verbale peut, par requête sommaire, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions ou de la Cour de bien-être social ou à la Commission pour obtenir l'accès à celui-ci ou pour en obtenir communication, selon le cas.

Ordre du
juge.

Le juge ordonne à cet établissement de donner à ce bénéficiaire l'accès à son dossier ou de lui en donner communication, selon le cas, à moins qu'il ne soit d'avis qu'il serait gravement préjudiciable à la santé de ce bénéficiaire de prendre connaissance de son dossier.

Transmis-
sion de
copie de
dossier.

Un bénéficiaire a droit d'obtenir que l'établissement fasse parvenir à un autre établissement ou à un médecin ou dentiste qu'il désigne une copie, un extrait ou un résumé de son dossier, conformément aux règlements.»

Art. 3

1971, c. 48,
a. 7a,
remp.

L'article 7a de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«Bénéfi-
ciaire».

«**7a.** Aux fins de l'article 7, le mot «bénéficiaire» inclut:

- a) les héritiers et représentants légaux d'un bénéficiaire;
- b) le mineur âgé de quatorze ans ou plus;

c) le titulaire de l'autorité parentale relativement au dossier d'un mineur;

d) la personne ayant droit au paiement d'une prestation en vertu d'une police d'assurance sur la vie d'un bénéficiaire.»

Art. 4

L'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant: 1971, c. 48, a. 9, mod.

«*b*) tout centre hospitalier, centre de réadaptation fonctionnelle ou centre de services sociaux qui est maintenu par une corporation sans but lucratif;».

Art. 5

L'article suivant est inséré après l'article 15 de ladite loi:

Id., a. 15a, aj.

«**15a.** Un conseil régional peut, par règlement:

Création de commissions.

a) créer les commissions nécessaires à la poursuite de ses fins, y compris des commissions administratives;

b) déterminer leur composition, leurs fonctions, devoirs et pouvoirs, les modalités d'administration de leurs affaires, les règles de leur régie interne et leur financement;

c) déterminer le mode de nomination, les qualifications, les fonctions, devoirs et pouvoirs, la durée du mandat et le mode de destitution de leurs membres.

Un tel règlement doit être soumis à l'approbation écrite du ministre.» Approbation.

Art. 6

L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant: 1971, c. 48, a. 16, mod.

«*e*) de promouvoir l'échange, l'élimination des dédoublements et une meilleure répartition des services dans la région ainsi que la mise en place de services communs à ces établissements et, suivant les circonstances, d'établir, de maintenir et d'administrer de tels services communs;».

Art. 7

L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié: Id., a. 21, mod.

- a) par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant:
- Services exclusifs. «Les membres visés aux paragraphes *a* et *b* et deux des membres visés aux paragraphes *c* à *f* du troisième alinéa ne doivent pas occuper un emploi, ni avoir une occupation dans un établissement sauf celle d'administrateur.»;
- b) par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:
- Décision. «La Commission peut confirmer ou annuler l'élection ou la nomination d'un membre, ou déclarer une autre personne dûment élue.
- Nouvelle élection ou nomination. Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue ou quand la Commission annule la nomination d'un membre, une nouvelle élection doit être tenue ou une nouvelle nomination effectuée sans délai.
- Fonctions continuées. Le membre ainsi élu ou nommé reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection ou la nomination a été annulée.»

Art. 8

- 1971, c. 48, a. 38, mod. L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

- Rapport annuel. «**38.** Tout conseil régional doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de son activité pour l'année se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il est déposé devant l'Assemblée nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.»

Art. 9

- 1971, c. 48, aa. 38a - 38v, aj. Les sections et articles suivants sont insérés après l'article 38 de ladite loi:

«SECTION II A

«DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉGION 10A VISÉE À LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

- Interprétation: «**38a.** Dans la présente section, on entend par:
- a) «Administration régionale»: l'Administration régionale régionale»; créée en vertu du chapitre 13 de la Convention;

b) «Convention»: la Convention déposée sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale, le 9 juin 1976, à titre de documents de la session portant les numéros 101 et 102. «Convention».

«38b. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut délimiter le territoire de la région 10A, le subdiviser en secteurs et instituer un conseil de la santé et des services sociaux pour ladite région. Conseil de la santé et des services sociaux.

Les droits, pouvoirs, privilèges et obligations de ce conseil sont exercés par le conseil de l'administration régionale. Exercice des droits, etc., du conseil.

Nonobstant les dispositions de l'article 2(9) de l'annexe 2 du chapitre 12 et de l'article 2(9) de l'annexe 2 du chapitre 13 de la Convention, toute ordonnance de l'administration régionale adoptée aux termes de la présente section s'applique dans tout le territoire de l'administration régionale et son application n'est pas restreinte aux municipalités sous sa juridiction. Ordonnance de l'administration régionale.

Les fonctions, pouvoirs et devoirs du comité administratif, du directeur général et du personnel du conseil de la santé et des services sociaux visé au présent article sont respectivement exercés par le comité exécutif, le chef de la direction des services de santé et des services sociaux et les fonctionnaires de l'administration régionale. Fonctions, etc., du comité administratif, etc.

«38c. Nonobstant les articles 50 à 53, les pouvoirs d'un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes a, b, c et d du premier alinéa de l'article 39 et situé dans un secteur de la région 10A, sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants: Composition.

a) un représentant de chaque municipalité du secteur, élu pour trois ans par celle-ci;

b) trois personnes élues pour trois ans par les membres du conseil consultatif du personnel clinique constitué dans l'établissement et choisies parmi les membres de ce conseil, avec maximum d'un représentant pour chaque corporation professionnelle;

c) une personne élue pour trois ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique de l'établissement et choisie parmi ces membres;

d) le directeur du département de santé communautaire d'un centre hospitalier, d'une agence relevant du Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A ou d'un centre hospitalier avec lequel ledit conseil a passé un contrat de services ou le délégué de ce directeur ou encore le directeur des services professionnels ou son délégué, ces personnes étant nommées par le Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A s'il y a plus d'un tel centre hospitalier;

e) le directeur des services de santé et des services sociaux de l'administration régionale ou son délégué;

f) le directeur général de l'établissement.

Habilité à
être élue et
à voter.

Seule une personne habilitée à occuper une charge municipale et à exercer un droit de vote conformément aux articles 13 à 15 et 45 à 47 de l'annexe 2 du chapitre 12 de la Convention est admise à être élue et à voter pour l'application du paragraphe *a* du premier alinéa.

Critères de
résidence,
etc.

Une personne habilitée à occuper une charge et à exercer un droit de vote en vertu des paragraphes *b*, *c*, *d*, *e* et *f* du premier alinéa n'est pas assujettie à des critères de résidence ou de domicile.

Vacance.

«**38d.** Toute vacance parmi les membres élus conformément à l'article 38*c* est comblée selon le mode prescrit pour l'élection du membre à remplacer, mais seulement pour la partie non écoulée de son mandat.

Comité ad-
ministratif.

«**38e.** Nonobstant l'article 62, le comité administratif d'un établissement de la région est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de trois autres membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil.

Indemnisa-
tion.

«**38f.** Nonobstant les articles 24, 30, 59 et 67, les membres du conseil d'administration et du comité administratif du conseil régional et les membres du conseil d'administration et du comité administratif d'un établissement public situé dans la région sont indemnisés pour assister aux assemblées conformément aux règlements adoptés à cette fin par leur conseil respectif. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du ministre.

Requête en
contesta-
tion
d'élection.

«**38g.** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa de l'article 38*c*.

Décision de
la Commis-
sion.

La Commission peut confirmer ou annuler l'élection ou déclarer une autre personne dûment élue.

Nouvelle
élection.

Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue, une nouvelle élection doit être tenue sans délai.

Fonctions
continues.

Le membre ainsi élu reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection a été annulée.

Disposi-
tions appli-
cables.

«**38h.** Sauf en cas d'incompatibilité avec les dispositions de la présente section et des règlements qui en découlent, les disposi-

tions des autres sections de la présente loi et des règlements s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil régional et à un établissement public visés à la présente section, nonobstant l'article 2.

«SECTION II B

«DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉGION 10B VISÉE À LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

«**38i.** Dans la présente section, on entend par:

a) «Administration régionale»: le Grand Council of The Crees (of Québec) ou ses successeurs, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi établissant l'administration régionale prévue au chapitre 11A de la Convention, et, par la suite, l'administration régionale créée en vertu de ladite loi;

Interprétation:
«Administration régionale»;

b) «Convention»: la Convention déposée sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale, le 9 juin 1976, a titre de documents de la session portant les numéros 101 et 102.

«Convention».

«**38j.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut délimiter le territoire de la région 10B et instituer dans cette région un conseil de la santé et des services sociaux qui, en plus de remplir les fonctions, devoirs et pouvoirs d'un tel conseil, maintient un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes a, b, c et d du premier alinéa de l'article 39 par l'intermédiaire duquel sont dispensés les services de santé et les services sociaux à toute personne résidant habituellement ou temporairement dans la région.

Conseil de la santé et des services sociaux.

«**38k.** Les articles 14, 15, les paragraphes a, b, d, e et f de l'article 16, l'article 20, les articles 33 et 35 et les articles 36 à 38 de la section II s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil régional institué en vertu de la présente section.

Dispositions applicables.

«**38l.** Le ministre reçoit et entend les plaintes des personnes auxquelles un établissement, situé dans la région visée à la présente section, n'a pas fourni les services de santé et les services sociaux que la présente loi leur donne droit de recevoir, et fait à l'établissement en cause les recommandations qu'il juge appropriées.

Plaintes.

Le directeur général de l'établissement qui reçoit une recommandation adressée par le ministre conformément à l'alinéa précédent doit, au plus tard trente jours après la réception de cette recommandation, faire savoir au ministre quelle suite l'établissement a donnée à la recommandation.

Recommandation du ministre.

«**38m.** Les pouvoirs du conseil régional créé en vertu de la présente section sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants:

Composition.

a) un représentant cri pour chacune des différentes communautés cries de la région ordinairement desservie par le conseil régional, élu pour trois ans par et parmi les membres de la communauté qu'il représente;

b) un représentant cri nommé pour trois ans par l'administration régionale cri;

c) trois représentants élus pour trois ans par et parmi les personnes membres du conseil consultatif du personnel clinique de tout établissement de la région, avec maximum d'un représentant pour chaque corporation professionnelle;

d) un représentant élu pour trois ans par et parmi les membres du personnel non clinique de tout établissement de la région;

e) le directeur du département de santé communautaire d'un centre hospitalier relevant du conseil régional ou avec lequel le conseil régional a conclu un contrat de services ou le délégué de ce directeur ou encore le directeur des services professionnels ou son délégué, ces personnes étant nommées par l'Administration régionale s'il y a plus d'un tel centre;

f) le directeur général de l'établissement et, s'il existe plusieurs établissements dans la région, une personne élue par et parmi les directeurs généraux.

«communautés cries».

Au paragraphe a du premier alinéa, l'expression «communautés cries» a le sens que lui attribue le chapitre 3 de la Convention.

Habileté à exercer une charge et à voter.

Seuls les Cries admissibles en vertu du chapitre 3 de la Convention, qui ont le droit d'occuper une charge et d'exercer un droit de vote pour une administration locale de ladite région, prévue au chapitre 10 de la Convention, et les Inuit résidant ordinairement dans la communauté de Fort George peuvent, pourvu qu'ils soient majeurs, occuper une charge et exercer un droit de vote aux élections du conseil régional.

Personne non reconnue Crie.

Toute personne non reconnue Crie qui réside ordinairement dans l'une des communautés desservies par le conseil régional depuis au moins douze mois avant la date d'une élection peut exercer un droit de vote pour l'élection des membres en vertu du paragraphe a du premier alinéa.

Critères de résidence, etc.

Une personne habilitée à occuper une charge et à exercer un droit de vote en vertu des paragraphes c, d, e et f du premier alinéa n'est pas assujettie à des critères de résidence ou de domicile.

Mandat des premiers membres élus.

«38n. Un tiers des premiers membres élus en vertu des paragraphes a et c du premier alinéa de l'article 38m est élu pour un an et un autre tiers pour deux ans.

Ces membres sont désignés par tirage au sort lors de la première assemblée du conseil d'administration du conseil régional. Tirage au sort.

«**38o.** Le mandat des membres du conseil régional élus en vertu des paragraphes *c* et *d* du premier alinéa de l'article 38*m* Mandat renouvelé. ne peut être renouvelé consécutivement plus d'une fois.

«**38p.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration prévu à l'article 38*m* est comblée en suivant le mode d'élection ou de nomination prescrit pour l'élection ou la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer. Vacance.

«**38q.** Le ministre réglemente et surveille l'élection ou la nomination des membres du conseil d'administration élus conformément aux paragraphes *c*, *d* et *f* du premier alinéa de l'article 38*m*. Règlement d'élection.

Tout règlement à cet effet doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; s'il reçoit cette approbation, il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. Approbation.

Le ministre surveille les élections des membres du conseil d'administration qui peuvent être tenues conformément aux coutumes et procédures des autochtones de ladite communauté visée au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 38*m* et la nomination prévue au paragraphe *b* du premier alinéa du même article. Surveillance des élections.

Le ministre ne peut considérer ou déclarer irrégulière ou nulle, en raison d'un vice de forme, l'élection du représentant d'une communauté visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 38*m*, s'il est d'avis que l'élection s'est déroulée en conformité avec les coutumes et les procédures des autochtones de ladite communauté et que nulle personne admissible n'a été privée par ces coutumes et procédures de son droit de vote ou de son droit d'occuper un poste. Élection irrégulière ou nulle.

Si le ministre déclare irrégulière ou nulle l'élection d'un représentant d'une communauté conformément à l'alinéa précédent, le chef de cette communauté devient son représentant cri au conseil jusqu'à ce qu'un autre représentant de cette communauté soit valablement élu. Représentant d'une communauté cri.

«**38r.** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute élection ou nomination faite en vertu des paragraphes *c*, *d*, *e* ou *f* du premier alinéa de l'article 38*m*. Requête en contestation d'élection.

La Commission peut confirmer ou annuler l'élection ou la nomination ou déclarer une autre personne dûment élue. Décision de la Commission.

Nouvelle
élection ou
nomina-
tion. Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue ou quand la Commission annule la nomination d'un membre, une nouvelle élection doit être tenue ou une nouvelle nomination effectuée sans délai.

Fonctions
continues. Le membre ainsi élu ou nommé reste en fonction pour la durée non écoulee du mandat du membre dont l'élection ou la nomination a été annulée.

Réunions. «**38s.** Le conseil régional se réunit au moins quatre fois l'an.

Quorum. Le quorum est fixé à six membres dont quatre sont élus conformément au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 38*m*.

Indemni-
sation. «**38t.** Les membres du conseil d'administration du conseil régional sont indemnisés pour assister aux assemblées conformément aux règlements adoptés à cette fin par le conseil. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du ministre.

Comité
adminis-
tratif. «**38u.** Le conseil régional crée, par règlement, un comité administratif dont il fixe les fonctions, devoirs, pouvoirs et le mode de nomination des membres.

Composi-
tion. Ce comité se compose du président du conseil, du directeur général d'un établissement et de quatre autres membres du conseil dont au moins un, mais pas plus de deux, ont été élus conformément aux paragraphes *c* ou *d* du premier alinéa de l'article 38*m*.

Disposi-
tion
applicable. L'article 38*t* s'applique *mutatis mutandis* aux membres du comité administratif.

Idem. «**38v.** Sauf en cas d'incompatibilité avec les dispositions de la présente section et les règlements qui en découlent, les dispositions des autres sections de la présente loi et des règlements s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil régional visé à la présente section, nonobstant l'article 2.»

Art. 10

1971, c. 48,
a. 39, mod. L'article 39 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'insertion dans le premier alinéa, après le paragraphe *b*, du suivant:

«*b*¹) centres de réadaptation fonctionnelle;».

Art. 11

Id., a. 43*a*,
remp. L'article 43*a* de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**43a.** Tout établissement doit préparer un plan d'organi- Prépara-
tion du plan
d'organisa-
tion.
sation conformément au paragraphe *b* de l'article 70. Ce plan décrit les structures administratives de l'établissement, ses directions, services et départements ainsi que tout autre élément exigé par la loi ou les règlements.

Un tel plan d'organisation doit être soumis au ministre sur Soumission
au
ministre.
demande.»

Art. 12

L'article 44 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 42 1971, c. 48,
a. 44, mod.
des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**44.** Nul ne peut instaurer, transformer, agrandir, céder ou Autorisa-
tion
requis.
cesser d'exploiter un établissement en tout ou en partie sans l'auto-
risation du lieutenant-gouverneur en conseil.»;

b) par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Nonobstant les deux alinéas précédents, l'autorisation du Exception.
lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas nécessaire pour les tra-
vaux de construction ou de transformation ni pour la signature
de baux dont la valeur ou le loyer total est à l'intérieur des limites
financières fixées par règlement. L'autorisation écrite du ministre
suffit dans de tels cas.»

Art. 13

L'article 47 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, 1971, c. 48,
a. 47, mod.
de l'alinéa suivant:

«Toutefois le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avec les Exception
avant le
1^{er} janvier
1977.
mêmes effets, donner le consentement requis par le premier alinéa
dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou
abandonnée, avant le 1^{er} janvier 1977, sans ce consentement.»

Art. 14

L'article 49 de ladite loi, remplacé par l'article 21 du chapitre 42 1971, c. 48,
a. 49, mod.
des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa
par les suivants:

«**49.** Sous réserve des alinéas suivants, tous les pouvoirs Pouvoirs
exercés par
conseil.
d'un établissement public sont exercés par un conseil d'administra-
tion formé suivant les articles 50 à 53.

Établis-
sement public
visé à
l'a. 10.

Les pouvoirs d'un établissement public visé dans l'article 10 peuvent être exercés par le conseil d'administration formé suivant la loi constitutive de la corporation, pourvu:

a) que les actifs immobiliers qui servent à l'exploitation de l'établissement soient le 21 décembre 1977 la propriété d'une communauté religieuse ou d'une corporation créée en vertu de la loi constitutive de cette communauté religieuse; et

b) que l'établissement ait été autorisé à cet effet, par écrit, par le ministre.

Assujettis-
sement à la
loi, etc.

Ce conseil demeure, toutefois, assujetti aux autres dispositions non incompatibles de la présente loi et des règlements relatives au conseil d'administration d'un établissement public.»

Art. 15

1971, c. 48,
a. 49a,
mod.

L'article 49a, édicté par l'article 22 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Collèges
électoraux.

«**49a.** Les groupes visés par chacun des paragraphes de chacun des articles 50 à 52 et par chacun des paragraphes du premier alinéa de l'article 53 constituent les collèges électoraux. Une personne ne peut faire partie que d'un seul collège électoral pour une catégorie d'établissements et ne peut voter que dans un seul établissement d'une catégorie. Ne sont toutefois pas considérés comme collèges électoraux les groupes visés par les paragraphes *e* et *f* de l'article 50, le paragraphe *g* de l'article 51, le paragraphe *h* de l'article 51a, les paragraphes *f* et *h* de l'article 52 et les paragraphes *g* et *h* du premier alinéa de l'article 53.»

Art. 16

1971, c. 48,
a. 51a, aj.

L'article suivant est inséré après l'article 51 de ladite loi:

Conseil
d'un centre
de réadap-
tation fonc-
tionnelle.

«**51a.** Un centre de réadaptation fonctionnelle est administré par un conseil formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des adultes, deux de ces adultes élus pour deux ans par l'ensemble de ces adultes; dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'ensemble des parents;

b) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, un adulte et un parent d'enfant élus pour deux ans, le premier par l'ensemble de ces adultes et le second par l'ensemble des parents des enfants;

c) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, quatre personnes élues pour deux ans par les membres de la corporation;

e) une personne élue pour deux ans par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

f) une personne élue pour deux ans par le conseil des médecins et dentistes constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

g) une personne élue pour deux ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

h) une personne élue pour deux ans conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers reliés au centre par un contrat de services professionnels visé à l'article 87, lorsqu'un tel contrat existe;

i) dans le cas d'un établissement affilié à une université, un membre nommé pour deux ans par cette université et un autre élu pour deux ans par les médecins internes et résidents du centre;

j) le directeur général du centre.»

Art. 17

L'article 53 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 3 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *j* du premier alinéa, du suivant:

«*k*) dans le cas où un conseil des médecins et dentistes est constitué dans le centre, une personne élue pour deux ans par et parmi les membres dudit conseil.»

Art. 18

L'article 53a de ladite loi, édicté par l'article 27 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

1971, c. 48,
a. 53, mod.
Id., a. 53a,
rempl.

Abstention
du
directeur
général.

«**53a.** Lorsqu'un conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la suspension, de la rémunération, du renouvellement d'engagement ou des autres conditions de travail du directeur général, celui-ci s'abstient de siéger.»

Art. 19

1971, c. 48,
a. 54, mod.

L'article 54 de ladite loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Date de
l'assem-
blée.

«**54.** L'assemblée visée au paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 et 52 doit être tenue à tous les deux ans, le quatrième dimanche du mois de mai.»

Art. 20

1971, c. 48,
a. 54a,
remp.

L'article 54a de ladite loi, édicté par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Années
d'élections.

«**54a.** Des élections en vertu de chacun des paragraphes *a* de l'article 50, *a* et *c* de l'article 51, *a*, *b* et *d* de l'article 51a, *a* et *c* de l'article 52 et *a*, *b* et *d* du premier alinéa de l'article 53 sont tenues les années paires. Les autres élections et nominations en vertu des mêmes articles ont lieu les années impaires.»

Art. 21

1971, c. 48,
a. 54b,
mod.

L'article 54b de ladite loi, édicté par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Nomina-
tion de
membres
du conseil.

«Lorsque le conseil régional de la région dans laquelle se trouve un établissement estime qu'il est peu probable qu'un nombre suffisant de personnes en mesure d'accomplir adéquatement leurs fonctions puissent être élues conformément au paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, ou aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 51a, ou aux paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53, il nomme les membres du conseil d'administration visés par le présent alinéa.»

Art. 22

1971, c. 48,
a. 54c,
remp.

L'article 54c de ladite loi, édicté par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Requête en
contesta-
tion
d'élection.

«**54c.** Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission une requête en contestation ou annulation de toute

élection tenue en vertu de l'un ou l'autre des articles 50, 51, 51a, 52 ou 53.

La Commission peut confirmer ou annuler l'élection, ou déclarer une autre personne dûment élue. Décision.

Quand la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue, une nouvelle élection doit être tenue sans délai. Nouvelle élection.

Le membre ainsi élu reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection a été annulée. Fonctions continuées.

Art. 23

L'article 54d de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 61 des lois de 1975, est abrogé. 1971, c. 48, a. 54d, ab.

Art. 24

L'article suivant est inséré après l'article 55 de ladite loi: Id., a. 55a, aj.

«**55a.** Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration d'un établissement dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection, à l'exception des membres élus en vertu des paragraphes a ou b de l'article 51a, ou a ou b du premier alinéa de l'article 53.» Perte de qualité.

Art. 25

L'article 63 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: 1971, c. 48, a. 63, mod.

«**63.** Toutefois, dans le cas d'un centre hospitalier ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle, un de ces membres est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil des médecins et dentistes et un autre est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil consultatif du personnel clinique; dans le cas d'un centre de services sociaux, un de ces membres est le membre du conseil d'administration désigné par le conseil consultatif du personnel clinique.» Composition.

Art. 26

L'article 71 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du texte français, du mot «ces» par le mot «ses». 1971, c. 48, a. 71, mod.

Art. 27

1971, c. 48,
a. 74, mod.

L'article 74 de ladite loi, remplacé par l'article 38 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «Toutefois, le pouvoir d'élire un membre au conseil d'administration de l'établissement est exercé par l'ensemble des membres du conseil consultatif du personnel clinique.»

Art. 28

Id., a. 75,
mod.

L'article 75 de ladite loi, remplacé par l'article 38 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Conseil des
médecins et
dentistes.

«**75.** Un conseil des médecins et dentistes est institué dans chaque centre hospitalier, centre de réadaptation fonctionnelle ou centre local de services communautaires où exercent au moins trois médecins ou dentistes.»

Art. 29

1971, c. 48,
a. 77, mod.

L'article 77 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «Toutefois, le pouvoir d'élire un membre au conseil d'administration de l'établissement est exercé par l'ensemble des membres du conseil des médecins et dentistes.»

Art. 30

Id., a. 79,
mod.

L'article 79 de ladite loi, modifié par l'article 41 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Directeur
des servi-
ces profes-
sionnels.

«**79.** Le conseil d'administration de tout centre hospitalier, centre de réadaptation fonctionnelle ou de tout centre de services sociaux doit nommer un directeur des services professionnels.»

Art. 31

1971, c. 48,
a. 84, mod.

L'article 84 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du chiffre «10» par le chiffre «9».

Art. 32

Id., a. 89,
mod.

L'article 89 de ladite loi, modifié par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«La séance annuelle publique d'information tenue en vertu du présent article peut avoir lieu en même temps que l'assemblée des usagers visée au paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 et 52.»

Séance
d'informa-
tion.

Art. 33

L'article 93*a* de ladite loi, édicté par l'article 142 du chapitre 38 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

1971, c. 48,
a. 93*a*,
rempl.

«**93*a***. Un centre hospitalier, un centre de réadaptation fonctionnelle ou un centre d'accueil tenant au moins cinquante lits à la disposition des personnes à qui il fournit des services de santé ou des services sociaux peut acquérir, par expropriation, tout immeuble situé dans la même municipalité que le centre ou dans une municipalité contiguë et dont il a besoin pour agrandir ou parfaire son installation ou pour y organiser des services se rattachant à son fonctionnement général.»

Expropria-
tion par
centre hos-
pitalier,
etc.

Art. 34

L'article 103*a* de ladite loi, édicté par l'article 54 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

1971, c. 48,
a. 103*a*,
rempl.

«**103*a***. Aucun permis n'est exigible d'une famille d'accueil en vertu de la présente loi.»

Permis non
requis.

Art. 35

L'article 104 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *c*, du suivant:

1971, c. 48,
a. 104,
mod.

«*d*) ne peut assurer des services de santé et des services sociaux adéquats.»

Art. 36

L'article 108 de ladite loi, remplacé par l'article 57 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Id., a. 108,
mod.

«Toutefois, un centre hospitalier ou un centre de réadaptation fonctionnelle peut fournir des médicaments qui n'apparaissent pas sur la liste lorsqu'il s'agit de médicaments utilisés à des fins exclusives aux centres hospitaliers, tels les curarisants, les anesthésiques généraux, les agents de diagnostics, les produits immunologiques, les substances radioactives et les solutions physiologiques.»

Médica-
ments
autorisés.

Art. 37

1971, c. 48,
a. 115a,
aj. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 115, du
suivant:

Interdic-
tion de
refuser
permis
municipal.

« **115a.** Nul permis ou certificat municipal ne peut être refusé et nulle poursuite en vertu d'un règlement municipal ne peut être intentée pour le seul motif qu'une construction ou un local d'habitation est destiné à être occupé en tout ou en partie par un foyer de groupe, un pavillon ou une famille d'accueil au sens de la présente loi ou des règlements.

Applica-
tion.

Le présent article prévaut sur toute loi générale ou spéciale. »

Art. 38

1971, c. 48,
a. 116,
mod. L'article 116 de ladite loi, remplacé par l'article 57 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Montant
variable.

« Le montant de la contribution peut varier suivant les circonstances ou les besoins identifiés par règlement. La contribution est exigée par un établissement ou par le ministre. Les bénéficiaires eux-mêmes sont tenus de la verser; toutefois, dans le cas d'un bénéficiaire mineur, la contribution peut être exigée de son père, de sa mère ou de toute autre personne déterminée par le règlement; dans le cas d'un bénéficiaire marié, la contribution peut être exigée de son conjoint et dans le cas d'un membre d'une communauté religieuse, la contribution peut être exigée de sa communauté. »

Art. 39

1971, c. 48,
a. 129,
mod. L'article 129 de ladite loi, remplacé par l'article 59 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 6 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la version anglaise, du paragraphe *n* du premier alinéa par le suivant:

« (*n*) determine in what cases the classes or kinds of reception centres or local community service centres he designates must appoint a director of professional services and determine the functions of that director; »;

b) par le remplacement du paragraphe *p* du premier alinéa par le suivant:

« *p*) établir des règles que doivent suivre tous les établissements et toutes personnes y exerçant une occupation et prévoir des sanctions, pour éviter les conflits d'intérêt auxquels peuvent donner occasion des contrats de service ou d'approvisionnement

entre ces établissements et une famille d'accueil ou une entreprise dans laquelle ces personnes détiennent un intérêt direct ou indirect.»

Art. 40

L'article 131 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1971, c. 48,
a. 131,
rempl.
Année financière.

«**131.** L'année financière d'un conseil régional se termine le 31 mars de chaque année; celle des établissements est fixée par règlement.»

Art. 41

L'article 139*b* de ladite loi, édicté par l'article 62 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

1971, c. 48,
a. 139*b*,
mod.

«Toutefois, une personne peut exploiter une installation sous un nom ou raison sociale incluant les mots «hôpital vétérinaire» sans détenir un permis délivré conformément à la présente loi.»

Exception.

Art. 42

L'article 164 de ladite loi, remplacé par l'article 63 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1975, est abrogé.

1971, c. 48,
a. 164, ab.

Art. 43

L'article 165 de ladite loi, modifié par l'article 64 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

Id., a. 165,
mod.

a) par la suppression, dans la huitième ligne du premier alinéa, après le mot «doivent», de ce qui suit: «, sous réserve de l'article 164,»;

b) par la suppression du deuxième alinéa.

Art. 44

L'article 20 de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39) est modifié:

1974, c. 39,
a. 20, mod.

a) par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) les appels interjetés en vertu de l'article 42 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) ou les appels interjetés suite à une décision de l'organisme créé en vertu de l'article 48*a* de ladite loi;»;

b) par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) les requêtes en contestation ou annulation d'élection ou de nomination présentées en vertu du dernier alinéa de l'article 21 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux ou en vertu des articles 38*g*, 38*r* ou 54*c* de ladite loi;».

Art. 45

Fonctions
continué.

Nonobstant le cinquième alinéa de l'article 21 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), les membres en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui occupent un emploi ou ont une occupation dans un établissement, sauf celle d'administrateur, continuent d'être membres jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Art. 46

Élections
antérieures
reconnues
par le
ministre.

Nonobstant l'entrée en vigueur de la section II A de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, le ministre peut reconnaître, à compter de la date qu'il détermine, les élections des membres du conseil d'administration d'un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* du premier alinéa de l'article 39 et situé dans un secteur de la région 10A qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour valoir comme si elles avaient été tenues en vertu de la présente loi et des règlements.

Art. 47

Idem.

Nonobstant l'entrée en vigueur de la section II B de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, le ministre peut reconnaître, à compter de la date qu'il détermine, les élections des membres du conseil d'administration du conseil régional qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour valoir comme si elles avaient été tenues en vertu de la présente loi et des règlements.

Art. 48

Arrêté en
conseil
2036-76 du
9 juin 1976.

Le règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil 2036-76 du 9 juin 1976, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 14 juillet 1976, modifiant l'article 6.2.8.1 du Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux a effet depuis le 1^{er} mai 1976.

Art. 49

La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. (*)

(*) Les articles 1 à 22 et 24 à 49 de cette loi sont entrés en vigueur le 21 décembre 1977 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 77).

L'article 23 est entré en vigueur le 22 mars 1978 (Gazette officielle du Québec, 1978, page 2141).



CHAPTER 48

An Act to amend the Act respecting
health services and social services

[Assented to 17 November 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée
nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), amended by section 1 of chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended: ^{1971, c. 48, s. 1, am.}

(a) by replacing subparagraph *a* of the first paragraph by the following:

“(a) “establishment”: a local community service centre, a hospital centre, a functional rehabilitation centre, a social service centre or a reception centre;” ^{“establishment”;}

(b) by inserting, after subparagraph *h* of the first paragraph, the following:

“(h¹) “functional rehabilitation centre”: facilities to which persons are admitted whose physical independence is reduced to the point that they require intensive rehabilitation services for a certain time;” ^{“functional rehabilitation centre”;}

(c) by replacing subparagraph *j* of the first paragraph by the following:

“(j) “reception centre”: facilities where in-patient, out-patient or home-care services are offered for the lodging, maintenance, keeping under observation, treatment or social rehabilitation, as the case may be, of persons whose condition, by reason of their age or their physical, personality, psycho-social or family deficiencies, is such that they must be treated, kept in protected residence or, if need be, for close treatment, or treated at home, including nurseries and day-care centres, but excepting foster families, vacation camps and other similar facilities and facilities maintained by a religious institution to receive its members or followers;” ^{“reception centre”;}

1971, c. 48,
s. 7, am.

2. Section 7 of the said act, amended by section 3 of chapter 42 of the statutes of 1974 and by section 1 of chapter 61 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Records
confiden-
tial.

"7. The medical records of the recipients in an establishment shall be confidential. No person shall give or take verbal or written communication of them or otherwise have access to them, even for an inquiry, except with the express or implied consent of the recipient, or on the order of a court, or in other cases provided for by the law or the regulations. The same shall apply to the records of recipients receiving social services from an establishment.";

(b) by replacing the third, fourth and fifth paragraphs by the following paragraphs:

Recipient's
motion to
examine
record.

"A recipient to whom an establishment refuses access to his record or refuses to give written or verbal communication of it may, on summary motion, apply to a judge of the Superior Court, Provincial Court, Court of the Sessions or Social Welfare Court or to the Commission, to obtain access to or communication of it, as the case may be.

Judge's
order.

The judge shall order such establishment to give such recipient access to his record, or communication of it, as the case may be, unless he is of opinion that it would be seriously prejudicial to the health of such recipient to examine his record.

Transfer of
record.

A recipient shall have the right to obtain that the establishment send to another establishment or to a physician or dentist designated by him, a copy, extract or abstract of his record, in accordance with the regulations."

1971, c. 48,
s. 7a,
replaced.

3. Section 7a of the said act, enacted by section 4 of chapter 42 of the statutes of 1974, is replaced by the following:

"Reci-
pient".

"7a. For the purposes of section 7, the word "recipient" includes:

(a) the heirs and legal representatives of a recipient;

(b) a minor at least fourteen years of age;

(c) the holder of parental authority in regard to the record of a minor;

(d) a person entitled to the payment of a benefit under a life insurance policy of a recipient."

1971, c. 48,
s. 9, am.

4. Section 9 of the said act, replaced by section 5 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing paragraph b by the following:

"(b) every hospital centre, functional rehabilitation centre or social service centre maintained by a non-profit corporation;"

5. The following section is inserted after section 15 of the said act:

1971, c. 48,
s. 15a,
added.

"15a. A regional council may, by by-law:

Powers.

(a) create the necessary committees for the pursuit of its objects, including administrative committees;

(b) determine their composition, functions, duties and powers, their methods of business management, their rules of internal management and their financing;

(c) determine the mode of appointment, qualifications, functions, duties and powers, term of office and mode of dismissal of their members.

Such by-law must be submitted to the Minister for approval in writing."

Approval.

6. Section 16 of the said act is amended by replacing paragraph *e* by the following:

1971, c. 48,
s. 16, am.

"(e) to promote the exchange, the elimination of duplication and the better distribution of services in the region and the setting up of common services for such establishments, and, as circumstances require, to maintain and administer such common services;"

7. Section 21 of the said act, amended by section 12 of chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended:

Id., s. 21,
am.

(a) by inserting, after the fourth paragraph, the following paragraph:

"The members contemplated in subparagraphs *a* and *b* and two of the members contemplated in subparagraphs *c* to *f* of the third paragraph shall not hold any employment or carry on any occupation in an establishment except as a director.";

No other
employ-
ment.

(b) by adding at the end, the following paragraphs:

"The Commission may confirm or annul the election or appointment of a member, or declare another person validly elected.

Decision.

Where the Commission annuls the election of a member without declaring another person validly elected or where the Commission annuls the appointment of a member, a new election must be held or a new appointment made without delay.

New
election.

The member so elected or appointed shall remain in office for the unexpired portion of the term of office of the member whose election or appointment was annulled."

Term of
office.

1971, c. 48,
s. 38, am.

8. Section 38 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Annual
report.

"38. Every regional council shall, not later than 30 June each year, make a report of its activities to the Minister for the year ending on the preceding 31 March. Such report must also contain all information the Minister may prescribe. It shall be laid before the Assemblée nationale within thirty days if it is in session or, if it is not, within ten days of the opening of the next session."

1971, c. 48,
Divs. II A
and II B,
comprising
ss. 38a-
38v, added.

9. The following divisions and sections are inserted after section 38 of the said act:

"DIVISION II A

"PROVISIONS APPLICABLE TO REGION 10A CONTEMPLATED IN THE AGREEMENT CONCERNING JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC

Defini-
tions:
"Regional
Govern-
ment";
"Agree-
ment".

"38a. In this division,

(a) "Regional Government" means the Regional Government created under section 13 of the Agreement;

(b) "Agreement" means the Agreement tabled in the Assemblée nationale, 9 June 1976, as Sessional Documents, Nos. 101 and 102.

Establish-
ment of
council.

"38b. The Lieutenant-Governor in Council may delineate the territory of Region 10A, divide it into sectors and establish a health and social services council for the said region.

Exercise of
rights, etc.

The rights, powers, privileges and obligations of such council shall be exercised by the council of the Regional Government.

Scope of
ordinances.

Notwithstanding article 2(9) of Schedule 2 to Section 12 and article 2(9) of Schedule 2 to Section 13 of the Agreement, every ordinance of the Regional Government made under this division applies to the whole territory of the Regional Government and its application shall not be restricted to the municipalities under its jurisdiction.

Exercise of
functions,
etc.

The functions, powers and duties of the administrative committee, general manager and staff of the health and social services council contemplated in this section shall be exercised by the executive committee, the head of the Health and Social Services Department of the Regional Government and the officers of the Regional Government, respectively.

Adminis-
tration of
public
establish-
ments.

"38c. Notwithstanding sections 50 to 53, the powers of a public establishment belonging to the classes enumerated in subparagraphs a, b, c and d of the first paragraph of section 39 and

situated in a sector of Region 10A, shall be exercised by a board of directors consisting of the following members:

(a) one representative from, and elected for three years by, each municipality of the sector;

(b) three persons elected for three years by the members of the clinical staff advisory council constituted in the establishment and chosen among the members of that council, with not more than one representative for each professional corporation;

(c) one person elected for three years by all the members of the non-clinical staff of the establishment and chosen among such members;

(d) the director of the community health department of a hospital centre, of an agency forming part of the Region 10A Health and Social Services Council or of a hospital centre with which the said council has a service contract, or his nominee, or the director of professional services or his nominee; such persons shall be appointed by the Region 10A Health and Social Services Council if there is more than one such hospital centre;

(e) the head of the Health and Social Services Department of the Regional Government or his nominee;

(f) the general manager of the establishment.

Only a person qualified to hold municipal office and entitled to vote in accordance with articles 13 to 15 and 45 to 47 of Schedule 2 to Section 12 of the Agreement is qualified to be elected and to vote for the application of subparagraph *a* of the first paragraph. Qualifications.

A person qualified to hold municipal office and entitled to vote under subparagraphs *b*, *c*, *d*, *e* and *f* of the first paragraph is not subject to residence or domicile requirements. Exemption.

“38d. Any vacancy among the members elected in accordance with section 38c shall be filled by following the mode of election prescribed for the election of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of the term of such member. Vacancy.

“38e. Notwithstanding section 62, the administrative committee of an establishment of the region shall consist of the chairman of the board of directors, the general manager and three other members of the board of directors of the establishment appointed each year by such board. Administrative committee.

“38f. Notwithstanding sections 24, 30, 59 and 67, the members of the board of directors and of the administrative committee of the regional council and the members of the board of directors and of the administrative committee of a public establishment situated in the region shall be indemnified for attending meetings in Indemnities.

accordance with the regulations made for such purpose by their respective councils. Such regulations shall come into force upon approval by the Minister.

Application
for contest-
ation, etc.

"38g. Any person concerned may make an application to the Commission for contestation or annulment of any election held under subparagraphs *b* and *c* of the first paragraph of section 38c.

Decision.

The Commission may confirm or annul the election or declare another person validly elected.

New
election.

Where the Commission annuls the election of a member without declaring another person validly elected, a new election must be held without delay.

Term of
office.

The member thus elected shall remain in office for the unexpired portion of the term of office of the member whose election was annulled.

Act and
regulations
apply.

"38h. Except in the case of inconsistency with the provisions of this division and the regulations made thereunder, the provisions of the other divisions of this act and the regulations apply *mutatis mutandis* to the regional council and to a public establishment contemplated in this division, notwithstanding section 2.

"DIVISION II B

"PROVISIONS APPLICABLE TO REGION 10B CONTEMPLATED IN THE AGREEMENT CONCERNING JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC

Defini-
tions:
"Regional
Author-
ity";

"38i. In this division,

(a) "Regional Authority" means the Grand Council of the Crees (of Québec) or its successors, until the coming into force of the act establishing the regional authority provided for in Section 11A of the Agreement, and, thereafter, the Regional Authority created under the said act;

"Agree-
ment".

(b) "Agreement" means the Agreement tabled in the Assemblée nationale, 9 June 1976, as Sessional Documents, Nos. 101 and 102.

Establish-
ment of
council;
additional
function.

"38j. The Lieutenant-Governor in Council may delineate the territory of Region 10B and establish in such Region a health and social services council which shall, in addition to fulfilling the functions, duties and powers of such a council, maintain a public establishment belonging to the classes enumerated in subparagraphs *a*, *b*, *c* and *d* of the first paragraph of section 39 through which health services and social services are provided to any person ordinarily resident or temporarily present in the Region.

"38k. Sections 14 and 15, paragraphs *a, b, d, e* and *f* of ^{Applicable sections.} section 16, section 20, sections 33 and 35 and sections 36 to 38 of Division II apply *mutatis mutandis* to the regional council established under this division.

"38l. The Minister shall receive and hear the complaints of ^{Com-} persons to whom an establishment situated in the region contemplated in this division has not furnished the health services and social services this act entitles them to receive, and he shall make the recommendations he considers appropriate to the establishment concerned. ^{plaints.}

The general manager of an establishment who receives a ^{Action following complaint.} recommendation addressed by the Minister in accordance with the preceding paragraph must, not later than thirty days after receipt of such recommendation, advise the Minister of what effect it has given to the recommendation.

"38m. The powers of the regional council created under this ^{Board of directors.} division shall be exercised by a board of directors consisting of the following members:

(a) one Cree representative from and elected for three years by each of the distinct Cree communities of the region ordinarily served by the regional council;

(b) one Cree representative appointed for three years by the Cree Regional Authority;

(c) three representatives elected for three years, from among and by the members of the clinical staff advisory council of any establishment in the region, with not more than one representative for each professional corporation;

(d) one representative elected for three years, from among and by the members of the non-clinical staff of any establishment in the region;

(e) the director of the community health department of a hospital centre, forming part of the regional council or with which the regional council has a service contract, or his nominee, or the director of professional services or his nominee; such persons shall be appointed by the Regional Authority if there is more than one such centre;

(f) the general manager of the establishment and, if there is more than one such establishment in the region, a person chosen by and from among the general managers.

The expression "Cree communities" as used in subparagraph *a* of the first paragraph has the same meaning as in Section 3 ^{"Cree communities".} of the Agreement.

Qualifications: Cree. Only persons who are Cree, within the meaning of Section 3 of the Agreement, who are entitled to hold office and to vote for a local government of the said Region, provided for in Section 10 of the Agreement, and the Inuit ordinarily resident in the community of Fort George may, provided they are of the age of majority, hold office on and vote for elections to the regional council.

Qualifications: non-Cree. All non-Cree persons who have been ordinarily resident for the twelve months preceding any election in one of the communities served by the regional council, may vote for the election of the members pursuant to subparagraph *a* of the first paragraph.

Exemption. A person qualified to hold office and to vote under subparagraphs *c*, *d*, *e* and *f* of the first paragraph is not subject to residence or domicile requirements.

Terms of office. “**38n.** One-third of the first members elected under subparagraphs *a* and *c* of the first paragraph of section 38*m* shall serve for one year and another one-third for two years.

Drawing of lots. Such members shall be designated by the drawing of lots at the first meeting of the board of directors of the regional council.

Limit. “**38o.** The term of office of the members of the regional council elected under subparagraphs *c* and *d* of the first paragraph of section 38*m* shall not be renewed consecutively more than once.

Vacancy. “**38p.** Any vacancy among the members of the board of directors provided for in section 38*m* shall be filled by following the mode of election or appointment prescribed for the election or appointment of the member to be replaced, but only for the unexpired portion of the term of the member to be replaced.

Regulation and supervision of elections, etc. “**38q.** The Minister shall regulate and supervise the election or appointment of the members of the board of directors elected in accordance with subparagraphs *c*, *d* and *f* of the first paragraph of section 38*m*.

Approval by Lt.-Gov. in Council. Every regulation to that effect must be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council; if it is approved, it shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

Supervision of elections under Native customs. The Minister shall supervise the elections of the members of the board of directors which may be held in accordance with the customs and procedures of the Native people of the said community contemplated in subparagraph *a* of the first paragraph of section 38*m* and the appointment provided for in subparagraph *b* of the first paragraph of the said section.

The Minister shall not consider or declare to be irregular or invalid due to lack of formalities the election of the representative of a community contemplated in subparagraph *a* of the first paragraph of section 38*m*, if he is satisfied that the election was carried out in accordance with the customs and procedures of the Native people of the said community and that such customs and procedures did not deprive any qualified person of the right to vote or of the right to hold office.

No disallowance.

Proviso.

In the event that the Minister declares the election of a community representative to be irregular or invalid in accordance with the preceding paragraph, the chief of such community shall be the Cree representative for such community on the council until another representative from such community has been validly elected.

Disallowance.

"38r. Any person concerned may make an application to the Commission for contestation or annulment of any election or appointment held or made under subparagraph *c*, *d*, *e* or *f* of the first paragraph of section 38*m*.

Application for contestation, etc.

The Commission may confirm or annul the election or appointment or declare another person validly elected.

Decision.

Where the Commission annuls the election of a member without declaring another person validly elected or where the Commission annuls the appointment of a member, a new election must be held or a new appointment made without delay.

New election.

The member thus elected or appointed shall remain in office for the unexpired portion of the term of office of the member whose election or appointment was annulled.

Term of office.

"38s. The regional council shall meet at least four times annually.

Frequency.

A quorum shall consist of four members elected in accordance with subparagraph *a* of the first paragraph of section 38*m* and two other members.

Quorum.

"38t. The members of the board of directors of the regional council shall be indemnified for attending meetings in accordance with the regulations made to that effect by the council. Such regulations shall come into force upon approval by the Minister.

Indemnities.

"38u. The regional council shall establish, by by-law, an administrative committee and determine its functions, duties and powers and the mode of appointment of its members.

Administrative committee.

Such committee shall consist of the chairman of the council, the general manager of an establishment and four other members of the said council, at least one but not more than two of whom

Composition.

shall have been elected in accordance with subparagraph *c* or *d* of the first paragraph of section 38*m*.

Sec. 38*t*
applies.

Section 38*t* applies *mutatis mutandis* to the members of the administrative committee.

Act and
regulations
apply.

“38*v*. Except in the case of inconsistency with the provisions of this division and the regulations made thereunder, the provisions of the other divisions of this act and the regulations apply *mutatis mutandis* to the regional council contemplated in this division, notwithstanding section 2.”

1971, c. 48,
s. 39, am.

10. Section 39 of the said act, amended by section 16 of chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended by inserting in the first paragraph, after subparagraph *b*, the following:

“(b¹) functional rehabilitation centres;”.

Id., s. 43*a*,
replaced.

11. Section 43*a* of the said act, enacted by section 18 of chapter 42 of the statutes of 1974, is replaced by the following:

Organ-
ization
plan.

“43*a*. Every establishment shall prepare an organization plan in accordance with subparagraph *b* of section 70. Such plan shall describe the administrative structures of the establishment, its divisions, services and departments and any other element required by the law or the regulations.

Submitted
to Min-
ister.

Every such organization plan shall be submitted to the Minister on demand.”

1971, c. 48,
s. 44, am.

12. Section 44 of the said act, amended by section 19 of chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Author-
ization of
Lt.-Gov.
in C.

“44. No person may found, alter, enlarge, convey or cease to operate an establishment in whole or in part without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.”;

(b) by inserting, after the second paragraph, the following:

Author-
ization of
Minister.

“Notwithstanding the first and second paragraphs, the authorization of the Lieutenant-Governor in Council is not required for construction or alteration works or for the signing of leases the value of or total rental for which is within the financial limits fixed by regulation. The written authorization of the Minister is sufficient in such cases.”

1971, c. 48,
s. 47, am.

13. Section 47 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

Exception:
before 1
Jan. 1977.

“However, the Lieutenant-Governor in Council may, with the same effects, give the consent required in the first paragraph

in any case where a charter has been granted, amended, revoked or abandoned before 1 January 1977 without such consent."

14. Section 49 of the said act, replaced by section 21 of 1971, c. 48, chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the first paragraph by the following paragraphs: ^{s. 49, am.}

"**49.** Subject to the following paragraphs, all the powers of a public establishment shall be exercised by a board of directors formed according to sections 50 to 53. ^{General rule.}

The powers of a public establishment contemplated in section 10 may be exercised by the board of directors formed pursuant to the establishment's act of incorporation, provided that ^{Special rule for non-profit corporations.}

(a) the immoveable assets utilized for the operation of the establishment are, on 21 December 1977, the property of a religious community or of a corporation created under the act of incorporation of that religious community; and

(b) the establishment has received written authorization to that effect from the Minister.

Such board shall nevertheless remain subject to the other not inconsistent provisions of this act and the regulations regarding the board of directors of a public establishment. ^{Act and regulations apply.}

15. Section 49a, enacted by section 22 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the first paragraph by the following: ^{1971, c. 48, s. 49a, am.}

"**49a.** The groups contemplated by each of the paragraphs of each of sections 50 to 52 and by each of the subparagraphs of the first paragraph of section 53 constitute the electoral colleges. ^{Electoral colleges.} No person shall form part of more than one electoral college for one class of establishments nor vote in more than one establishment of any class. The groups contemplated by paragraphs e and f of section 50, paragraph g of section 51, paragraph h of section 51a, paragraphs f and h of section 52 and subparagraphs g and h of the first paragraph of section 53 are not, however, considered electoral colleges."

16. The following section is inserted after section 51 of the said act: ^{1971, c. 48, s. 51a, added.}

"**51a.** A functional rehabilitation centre shall be administered by a board composed of the following members, who shall be members of it upon their election or appointment: ^{Administration of a functional rehabilitation centre.}

(a) in the case of a functional rehabilitation centre that accepts adults only, two of such adults elected for two years by such adults

as a body; in the case of a functional rehabilitation centre that accepts children under eighteen years of age only, two of the parents of such children elected for two years by such parents as a body;

(b) in the case of a functional rehabilitation centre that accepts both adults and children under eighteen years of age, one adult and one parent of a child elected for two years, the former by the adults as a body and the latter by the parents of the children as a body;

(c) two persons appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the most representative socio-economic groups in the territory served by the centre;

(d) in the case of a functional rehabilitation centre whose immoveable assets are owned by a non-profit corporation other than a corporation constituted under this act, four persons elected for two years by the members of the corporation;

(e) one person elected for two years by the clinical staff advisory council constituted in the centre and chosen among the members of that council;

(f) one person elected for two years by the council of physicians and dentists constituted in the centre and chosen among the members of that council;

(g) one person elected for two years by all the members of the non-clinical staff in the employ of the centre and chosen among such members;

(h) one person elected jointly for two years by the boards of directors of the hospital centres bound to the centre by a contract of professional services contemplated in section 87, when there is such a contract;

(i) in the case of an establishment affiliated with a university, one member appointed for two years by such university and another elected for two years by the interns and residents of the centre;

(j) the general manager of the centre."

1971, c. 48,
s. 53, am.

17. Section 53 of the said act, amended by section 26 of chapter 42 of the statutes of 1974 and by section 3 of chapter 61 of the statutes of 1975, is again amended by adding, after subparagraph *j* of the first paragraph, the following:

"(k) in the case where a council of physicians and dentists is constituted in the centre, one person elected for two years by and among the members of the said council."

Id., s. 53a,
replaced.

18. Section 53a of the said act, enacted by section 27 of chapter 42 of the statutes of 1974, is replaced by the following:

"53a. When a board of directors discusses or decides the dismissal, suspension, remuneration, renewal of engagement or other conditions of employment of the general manager, he shall abstain from sitting." General manager abstains.

19. Section 54 of the said act, replaced by section 28 of 1971, c. 48, chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the first paragraph by the following: s. 54, am.

"54. The meeting contemplated in paragraph *a* of each of sections 50, 51 and 52 must be held every two years, on the fourth Sunday of the month of May." Biennial meeting.

20. Section 54a of the said act, enacted by section 28 of 1971, c. 48, chapter 42 of the statutes of 1974, is replaced by the following: s. 54a, replaced.

"54a. The elections under each of paragraphs *a* of section 50, *a* and *c* of section 51, *a*, *b* and *d* of section 51a and *a* and *c* of section 52 and under each of subparagraphs *a*, *b* and *d* of the first paragraph of section 53 shall be held during even years. The other elections and appointments under the same sections shall be held during odd years." Alternate elections.

21. Section 54b of the said act, enacted by section 28 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the third paragraph by the following: 1971, c. 48, s. 54b, am.

"When the regional council of the region in which an establishment is situated considers it unlikely that a sufficient number of persons in a position to accomplish their duties adequately may be elected in accordance with paragraph *a* of each of sections 50, 51 and 52, or paragraph *a* or *b* of section 51a, or subparagraph *a* or *b* of the first paragraph of section 53, it shall appoint the members of the board of directors contemplated in this paragraph." Appointment of members of board of directors.

22. Section 54c of the said act, enacted by section 28 of chapter 42 of the statutes of 1974, is replaced by the following: 1971, c. 48, s. 54c, replaced.

"54c. Any interested person may lodge before the Commission an application in contestation or annulment of any election held under any of sections 50, 51, 51a, 52 and 53. Application in contestation, etc.

The Commission may confirm or annul the election, or declare another person duly elected. Decision.

Where the Commission annuls the election of a member without declaring another person duly elected, a new election must be held without delay. New election.

The member so elected shall remain in office for the unexpired portion of the term of office of the member whose election has been annulled." Term of office.

1971, c. 48,
s. 54d,
repealed. **23.** Section 54d of the said act, enacted by section 4 of chapter 61 of the statutes of 1975, is repealed.

Id., s. 55a,
added. **24.** The following section is inserted after section 55 of the said act:

Desti-
tution. **"55a.** A person shall cease to be a member of a board of directors of an establishment upon losing the qualifications necessary for appointment or election, except any member elected under paragraph *a* or *b* of section 51a, or subparagraph *a* or *b* of the first paragraph of section 53."
Exception.

1971, c. 48,
s. 63, am. **25.** Section 63 of the said act, amended by section 31 of chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Compo-
sition. **"63.** Nevertheless, in the case of a hospital centre or a functional rehabilitation centre, one of such members shall be the member of the board of directors designated by the council of physicians and dentists and another shall be the member of the board of directors designated by the clinical staff advisory council; in the case of a social service centre, one of such members shall be the member of the board of directors designated by the clinical staff advisory council."

1971, c. 48,
s. 71, am. **26.** Section 71 of the said act is amended by replacing the word "ces", in the sixth line of the French text, by the word "ses".

Id., s. 74,
am. **27.** Section 74 of the said act, replaced by section 38 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by adding, at the end, the following: "However, the power to elect a member to the board of directors of the establishment shall be exercised by all of the members of the clinical staff advisory council."

Id., s. 75,
am. **28.** Section 75 of the said act, replaced by section 38 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the first paragraph by the following:

Council of
physicians
and
dentists. **"75.** A council of physicians and dentists is constituted in every hospital centre, functional rehabilitation centre or local community service centre where at least three physicians or dentists are practising."

1971, c. 48,
s. 77, am. **29.** Section 77 of the said act is amended by adding, at the end, the following: "However, the power to elect a member to the board of directors of the establishment shall be exercised by all of the members of the council of physicians and dentists."

30. Section 79 of the said act, amended by section 41 of 1971, c. 48, chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended by replacing s. 79, am. the first paragraph by the following:

"79. The board of directors of every hospital centre, functional rehabilitation centre or social service centre must appoint a director of professional services."

31. Section 84 of the said act is amended by replacing the figure "10" in the second line by the figure "9". 1971, c. 48, s. 84, am.

32. Section 89 of the said act, amended by section 45 of chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended by replacing Id., s. 89, am. the fourth paragraph by the following:

"The annual public information meeting held under this section may take place at the same time as the meeting of users contemplated in paragraph *a* of each of sections 50, 51 and 52."

33. Section 93*a* of the said act, enacted by section 142 of chapter 38 of the statutes of 1973, is replaced by the following: 1971, c. 48, s. 93*a*, replaced.

"93*a*. A hospital centre, a functional rehabilitation centre or a reception centre having at least fifty beds available for persons to whom it provides health services or social services may acquire, by expropriation, any immoveable located in the same municipality as that centre or in an adjacent municipality which it needs to enlarge or improve its facilities or to organize services relating to its general operations."

34. Section 103*a* of the said act, enacted by section 54 of chapter 42 of the statutes of 1974, is replaced by the following: 1971, c. 48, s. 103*a*, replaced.

"103*a*. No permit shall be required from a foster family under this act."

35. Section 104 of the said act is amended by adding, after paragraph *c*, the following paragraph: 1971, c. 48, s. 104, am.

"(d) is not able to ensure adequate health services and social services."

36. Section 108 of the said act, replaced by section 57 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the second paragraph by the following: Id., s. 108, am.

"However, a hospital centre or a functional rehabilitation centre may supply medications not appearing on the list in the case of medications used for purposes exclusive to hospital centres, such as curariforms, general anesthetics, diagnostic agents, immunological products, radioactive substances and physiological solutions."

1971, c. 48,
s. 115a,
added.

37. The said act is amended by adding, after section 115, the following section:

Limits of
municipal
juris-
diction.

"115a. No municipal permit or certificate may be refused and no proceedings may be instituted under a municipal by-law on the sole ground that a group home, a pavilion or a foster family within the meaning of this act or the regulations intends to occupy the whole or a part of a structure or a dwelling unit.

Paramount.

This section prevails against any general law or special act."

1971, c. 48,
s. 116, am.

38. Section 116 of the said act, replaced by section 57 of chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by replacing the second paragraph by the following:

Amount
may vary.

"The amount of the contribution may vary according to the circumstances or the needs identified by regulation. The contribution shall be required by an establishment or by the Minister. The recipients themselves are bound to pay it; however, in the case of a recipient who is a minor, the contribution may be required from his father or mother or any other person determined by regulation; in the case of a married recipient, the contribution may be required from his consort, and, in the case of a member of a religious community, the contribution may be required from his community."

1971, c. 48,
s. 129, am.

39. Section 129 of the said act, replaced by section 59 of chapter 42 of the statutes of 1974 and amended by section 6 of chapter 61 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing subparagraph *n* of the first paragraph of the English text by the following:

"(*n*) determine in what cases the classes or kinds of reception centres or local community service centres he designates must appoint a director of professional services and determine the functions of that director;";

(b) by replacing subparagraph *p* of the first paragraph by the following:

"(*p*) prescribe rules to be observed by all establishments and all persons carrying on occupations therein and provide sanctions, in order to preclude conflicts of interest to which occasion might be given by service or supply contracts between such establishments and foster families or firms in which such persons hold direct or indirect interest."

Id., s. 131,
replaced.

40. Section 131 of the said act is replaced by the following:

Fiscal year.

"131. The fiscal year of a regional council shall end on 31 March each year; the fiscal year of establishments shall be fixed by regulation."

41. Section 139*b* of the said act, enacted by section 62 of 1971, c. 48, chapter 42 of the statutes of 1974, is amended by inserting after s. 139*b*, am. the first paragraph, the following:

“However, a person may operate an establishment under a name or corporate name including the words “veterinary hospital” without holding a permit issued in conformity with this act.” “Veterinary hospital” exempt.

42. Section 164 of the said act, replaced by section 63 of 1971, c. 48, chapter 42 of the statutes of 1974 and amended by section 1 of s. 164, repealed. chapter 62 of the statutes of 1975, is repealed.

43. Section 165 of the said act, amended by section 64 of Id., s. 165, chapter 42 of the statutes of 1974, is again amended: am.

(a) by striking out the words “, subject to section 164,” after the word “must” in the seventh line of the first paragraph;

(b) by striking out the second paragraph.

44. Section 20 of the Social Affairs Commission Act (1974, 1974, c. 39, chapter 39) is amended: s. 20, am.

(a) by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) the appeals brought under section 42 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) or the appeals brought following a decision of the agency created under section 48*a* of the said act;”;

(b) by replacing paragraph *f* by the following:

“(f) the applications in contestation or annulment of election or appointment brought under the last paragraph of section 21 of the said Act respecting health services and social services or under section 38*g*, 38*r* or 54*c* of the said act;”.

45. Notwithstanding the fifth paragraph of section 21 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), the members in office on the date of the coming into force of this act who hold an employment or carry on an occupation in an establishment, except as a director, shall continue to be members until the expiry of their term of office. Office holders complete their terms.

46. Notwithstanding the coming into force of Division II A Prior of the Act respecting health services and social services, the Minister may, from the date he determines, recognize elections of Region 10A. members to the board of directors of a public establishment belonging to one of the classes enumerated in subparagraphs *a*, *b*, *c* and *d* of the first paragraph of section 39 and situated in a sector of Region 10A, held before the coming into force of this act, to be valid as elections held under this act and the regulations.

Prior
elections in
Region
10B.

47. Notwithstanding the coming into force of Division II B of the Act respecting health services and social services, the Minister may, from the date he determines, recognize elections of members to the board of directors of the regional council, held before the coming into force of this act, to be valid as elections held under this act and the regulations.

O. in C.
2036-76
effective
1 May 1976.

48. The regulation made by the Lieutenant-Governor in Council by Order in Council 2036-76 dated 9 June 1976, published in the *Gazette officielle du Québec*, 14 July 1976, amending section 6.2.8.1 of the Regulation under the Act respecting health services and social services, shall have effect from 1 May 1976.

Coming
into force.

49. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. (*)

(*) Sections 1 to 22 and 24 to 49 of this act came into force on 21 December 1977 (*Gazette officielle du Québec*, 1978, page 77).

Section 23 came into force on 22 March 1978 (*Gazette officielle du Québec*, 1978, page 2141).